

Le mini Seattle de Genève.

Il se dit que c'est une première en Suisse !

Une journée entière, une ville complète, un service public complet qui dit **STOP** !

Le 22 avril 2002 restera, paraît-il, comme une jurisprudence dans les conflits sociaux du canton. Le mini Seattle de Genève.

Pas un bus des transports publics qui ne roulait ce jour là.

Le motif : « *On veut vivre ! On ne veut plus être des morts-vivants ne sachant plus si on s'est arrêté au feu rouge ou pas, on ne veut plus aller aux obsèques de collègues morts d'avoir développé des cancers ou autres cochonneries dus au rythme, au stress, que la direction voulait nous imposer* ». Ce n'est pas son fait à elle seule, non, elle aussi en est une victime. Il est de notoriété publique qu'ils leur est dit que : « Nous augmentons votre budget de tant de millions, votre vitesse commerciale augmente de tant de Km/H » Toujours plus de rythme, toujours plus de rentabilité, toujours, toujours.

Et bien cette fois-ci, **NON** !

Les choses avaient été si loin, que tout le monde attendait en son fort intérieur qu'enfin quelqu'un dise **NON** !

Et ça a été fait, non pas par une personne, mais par une masse, débordant des sentiers battus du syndicalisme, remettant une pétition à leurs représentants disant : « *Faites arrêter le massacre, sinon c'est nous qui le ferons !* »

Et la première chose que la direction a fait, sans que réellement personne ne le lui ait demandé, a été de suspendre l'homme qu'elle avait été recruter au paradis du libéralisme pour qu'il instaure les nouveaux systèmes du « toujours plus ». Non pas parce qu'il était inefficace, mais trop efficace. En deuxième, d'interpeller le pouvoir politique sur les exigences intenable qu'il exigeait de sa part. Pouvoir politique écrasé par la pression des électeurs eux-mêmes contraints d'aller toujours plus vite, plus haut, plus truc, plus machin, par leurs employeurs, leurs chefs de service, leurs banquiers, eux-mêmes pressés par leurs actionnaires, eux-mêmes stressés par leurs cotes en bourse. Cette politique a un prix.

Prix humain (décès, maladies, démissions, divorces...)

Prix matériel (accidents, dégradations, manifestations, grèves...)

Mais constater ne suffit pas.

La fondatrice d'ADT quart-monde disait : « Etre résistant ?... C'est de ne pas accepter ce qui est inacceptable. »

Tout est dit, résistance !

Il est possible, par nos actions, par nos volontés, de changer le cours des choses !

Si l'on arrive à endiguer cette **peur de tout perdre**, dont on nous a gavé, tels les oies, et que l'on cultive jusqu'à en accepter la mort. Alors, tout comme mes collègues des TPG, tout comme les travailleurs du bâtiment descendant dans la rue pour exiger de pouvoir vivre leurs retraites, etc., il est possible d'endiguer cette mentalité, qui de façon pernicieuse nous détruit à petit feu.

Et il est faux de penser que le seul motif du combat syndical est : on en veut toujours plus (d'argent). Non, cette vision est une perversion de l'optique libérale. L'essence même du combat syndical est avant tout (dans les pays nantis comme le nôtre, ou dans les pays exploités par nous) : travaillons dans - et pour - la dignité et le respect de chacun.